AU PETIT BONHEUR DES PRECAUTIONS

Toulonnais et autres riverains de la rade, dormez tranquilles, vous pouvez rester chez vous et si par malheur votre habitation venait à être détruite, vous serez autorisés à la reconstruire. Dans le cadre du plan particulier d'intervention (PPI) de la Préfecture du Var, des spécialistes du commissariat à l'énergie atomique ont survolé le secteur. Malgré la présence du Charles de Gaulle et de six sous-marins nucléaires d'attaque, ils n'ont « détecté aucune anomalie radioactive ».

« Leur seule présence ne fait-elle pas peser des risques ? » demande au chef de la mission, le journaliste de Var Matin dont l'édition du 7 mars 2007 rapporte l'évènement.

« Non ; mais notre mission sert aussi à cela ; s'assurer que les mesures de sécurité sont efficaces ». « Ouf, conclut le journal ! Il en va quand même de la santé des 80.000 habitants vivant dans la zone inspectée. »

Les habitants des dix sept communes forestières pour lesquels un plan de protection des risques incendies de forêt (PPRIF) est en cours d'élaboration n'ont pas cette chance. La seule présence de la forêt fait peser sur eux un risque vital, quelles que soient les mesures de surveillance et de sécurité mises en œuvre. Si on

ne va pas jusqu'à leur demander d'évacuer leur demeure, dans certains secteurs, toute destruction sera définitive. Pas question de reconstruire. Pour le représentant du Gouvernement dans le Var et ses services, on ne saurait badiner avec la sécurité de ses concitoyens.

En matière de sécurité sanitaire, par contre, c'est différent.

De manière informelle depuis des lustres, officiellement depuis dix huit mois l'Association des Maires ruraux du Var attire l'attention des pouvoirs publics sur les dysfonctionnements graves du système des gardes médicales et des transports d'urgence en secteur rural. Faute de décision, l'accident grave est inéluctable.

Soucieuse d'efficacité, l'AMR83 a demandé de traiter d'abord le problème des transports d'urgence. Ils sont l'ultime recours et ils pourraient être rapidement et substantiellement améliorés, sans moyens supplémentaires.

Échanges de vues et réunion avec la Sous-préfète de Brignoles chargée de piloter le dossier, avec des responsables du centre 15, de la DDASS, des Caisses d'Assurance Maladie, de l'Ordre des médecins, ont d'abord laissé espérer

lire la suite en page 8

BREVES

L'ÉTAT PROPRIÉTAIRE

Le Service des Domaines passe de la Direction générale des impôts à celle de la Direction générale de la comptabilité publique (Trésorerie générale).

Désormais, selon le Directeur des services fiscaux et le TPG : « *Toutes les activités domaniales s'exerceront au sein d'un service dénommé France Domaine, intégré le 1^{er} janvier 2007 à la DGCP. France Domaine afin de dynamiser la politique domaniale en exerçant la fonction de l'État propriétaire et en gérant activement le patrimoine de l'État* ».

Après le Service public exécuté par les entreprises privées, l'État propriétaire et rentier ! La boucle sera bouclée quand la Ferme générale sera rétablie, ce qui ne saurait tarder.

En attendant, l'État propriétaire est joignable à l'adresse suivante :

**Service du Domaine ; 171, Avenue de Vert
Coteau BP 127. 83071 Toulon Cedex
Secrétariat : 04 94 03 95 14.**

INQUIÉTANT

Selon le dernier « tableau de bord » édité par la Trésorerie générale du Var, les trois premiers trimestres de 2006 ont vu une baisse très sensible des bases sur lesquelles sont assis les droits de mutation. Au troisième trimestre, elles se situaient en dessous du niveau de 2004.

Si le mouvement se confirmait, ce serait inquiétant, les droits de mutation représentant une ressource de plus en plus importante pour le Département et les communes

LES INFORTUNES DE LA CHARITÉ

Selon un rapport de la Cour des comptes, plus de la moitié des dons pour le tsunami n'avaient pas été utilisés fin 2005. Manifestement l'élan de solidarité suscité par la

catastrophe, entraînant une collecte de fonds disproportionnée par rapport à la capacité d'engagement des crédits en situation d'urgence n'a pas atteint pleinement son but. Seule l'association Médecins sans frontière, qui avait stoppé la collecte, déclenchant alors une polémique, a selon la Cour, pleinement rempli sa mission. Fin 2005, la Croix rouge n'avait elle utilisé que 15% des fonds recueillis.

« Qu'on m'entende bien, précise Philippe Seguin : ces faibles taux de consommation n'ont rien d'anormal, car les associations ont reçu beaucoup plus que ce que nécessitaient les premières opérations d'urgence. »

UN ÉLU LOCAL EST UN SALARIÉ

C'est en tous cas l'avis de la Cour de Cassation qui vient de trancher un conflit entre la ville de Cholet et l'Urssaf qui lui réclamait le paiement de cotisations pour des indemnités de transports perçues par le maire et des élus communaux.

La Cour refusant d'admettre qu'il s'agissait de remboursements de frais a confirmé qu'au regard de la Sécurité sociale et donc des cotisations d'Urssaf, un élu local est assimilé à un salarié.

QUAND LE BÂTIMENT VA...

Tout ne va pas forcément ou, en tous cas, on ne se loge pas obligatoirement mieux, il suffit de regarder autour de soi. Ainsi, avec 436 000 mises en chantier (un record depuis 27 ans), l'année 2006 vient-elle de battre le record de 2005.

Selon la Fédération Française du Bâtiment :

« *A la différence des années précédentes, on observe une production soutenue du non résidentiel neuf (bureaux, bâtiments administratifs et industriels) qui s'établit à + 7,3 % en volume* ». »

SECOURS D'URGENCE
PROJET DE DÉLIBÉRATION
QUE L'AMR83 PROPOSE AUX MAIRES DE SOUMETTRE À LEURS
CONSEILS MUNICIPAUX

Le maire informe le Conseil municipal de l'action engagée par l'Association des Maires Ruraux du Var afin d'obtenir des pouvoirs publics qu'ils mettent fin aux graves dysfonctionnements du service des transports sanitaires d'urgence en milieu rural.

Constatant :

- Que les démarches réitérées auprès du préfet du Var, depuis octobre 2005, n'ont donné aucun résultat,
- Que les incidents du type de celui survenu le 17 février 2007, à Barjols où une octogénaire a dû être amputée n'ayant pu être opérée qu'au terme d'un périple de cinq heures après l'appel au 15, n'ont pas cessé,
- Que les ambulanciers privés ne sont visiblement pas en mesure d'assurer un service de qualité suffisante dans une grande partie du Var rural,
- Que par contre, généralement, les services de secours le peuvent,
- Que les pompiers sont favorables à cette extension de leurs missions,

L'Association des Maires Ruraux du Var demande au représentant du gouvernement dans le département de confier aux pompiers, la totalité des transports sanitaires d'urgence, là où manifestement les ambulanciers privés sont incapables de les assurer et où les moyens des centres de secours le permettent.

Entendu cet exposé, le Conseil municipal de _____, après en avoir délibéré :

Soutient l'action de l'Association des Maires Ruraux du Var,

S'étonne que les pouvoirs publics si prompts à invoquer le principe de précaution pour mieux justifier les contraintes imposées aux communes, en matière de risques naturels ou d'incendies de forêts, l'ignorent ici délibérément et négligent de mettre un terme à une aussi évidente mise en danger d'autrui,

Regrette que la préservation de parts de marché des uns et du confort bureaucratique des autres, passe avant la préservation de l'intégrité et de la vie de nos concitoyens,

Demande au préfet du Var de confier aux pompiers, dans les zones rurales où les ambulanciers privés ne le peuvent visiblement et où les moyens du SDIS le permettent, la mission d'assurer les transports sanitaires d'urgence, l'appel prioritaire du 18 se substituant à celui du 15 ou le Centre 15, après examen du problème et évaluation de l'urgence, mobilisant le centre de secours le plus proche.

Décide de tenir à la disposition de la population communale, dûment informée, un registre de soutien à l'action engagée.

RAPPORT FINANCIER

J'ai l'honneur de vous présenter au nom du bureau de notre association le rapport financier et le bilan arrêtés au 30 septembre 2006, concernant l'exercice compris entre le 1^{er} Octobre 2005 et le 30 Septembre 2006.

Notre solde disponible est de 22 917.15 € sensiblement le même qu'en septembre 2005 qui était de 23 257.94 €.

On notera en recettes :

- La somme de 10 020 € représentant les cotisations des communes pour 9532.00 € en 2006 et le montant des cotisations des communes pour 488 € ayant réglé après le 30 septembre 2005 leurs cotisations de 2005.
- La subvention du Conseil général du Var d'un montant de 7 600 €.

Il est heureux de constater que 104 communes se sont acquittées de leurs cotisations sur 109 communes rurales que compte notre Département.

Il y a même lieu d'espérer que les cinq communes manquantes se mettront à jour avant la fin de l'année.

Ce chiffre de plus de 95 % des communes adhérentes, nous place en tête des associations départementales des maires ruraux de France.

La fidélité soutenue de nos adhérents, le soutien constant et renouvelé du Conseil général du Var, constituent un véritable encouragement pour votre président et votre bureau.

Nous vous en remercions vivement et adressons également nos plus chaleureux remerciements aux élus de l'assemblée départementale et plus particulièrement à

son Président, Horace LANFRANCHI.

En ce qui concerne les dépenses de l'exercice 2006 nous relèverons :

- Les frais d'impression de la lettre des maires ruraux du Var pour 3 163 €
- Les frais d'affranchissement pour 1 477 €
- Le poste Frais de déplacement, assemblée et réception pour 5 587 €

Il convient de signaler que nous avons mis en place en cours d'année le site de notre association pour l'ensemble de nos communes et qu'aucun frais financier n'a été imputé à notre budget.

Je signalerai pour conclure que nous veillons mensuellement au reversement des cotisations reçues (70 € sur 93 perçus), ce qui permet à l'association des maires ruraux de France d'adresser sans aucun retard la revue des « 36 000 communes », cette information étant complétée par « la lettre des Maires ruraux du Var ».

Ce suivi administratif et comptable permet de diffuser en son temps, cette documentation de référence, utile et appréciée par nous tous.

Tel est le compte rendu financier et son analyse que je soumets à votre approbation.

Je vous remercie de votre attention.

Le Trésorier
Pierre JASSAUD
Maire de BARGEME

BUDGET AU 30/09/2006

Solde disponible au 30/09/2005 **23 257.94 €**

Recettes

* Cotisations 2005	488.00 €
* Cotisations 2006	9 532 .00€
* Subvention 2006 Conseil Général du Var	7 600.00 €
* Intérêts Financiers	31.31 €

TOTAL **17 651.31 €**

Dépenses

* Versement A.M.R.F Cotisations 2005	420.00 €
* Versement A.M.R.F Cotisations 2006	7 000.00 €
* Frais impression L.M.R.V	3 163.20 €
* Frais affranchissement L.M.R.V	1 477.97 €
* Frais déplacements	2 282.03 €
* Frais assemblée et réception	3 305.40 €
* Frais Petites fournitures	171.30 €
* Frais de timbre	68.20 €
* Frais de tenue de compte	4.00 €
* Prime vacation	100.00 €

TOTAL **17 992.10 €**

Pensez à vos cotisations !

**Cotisation annuelle : 93€ : 70€ : cotisation FNMR (abonnement 36 000 communes et numéros spéciaux)
23€ cotisation AMRV**

A régler à : **Pierre JASSAUD Trésorier Maire de Bargème 83840 COMPS SUR ARTUBY**

Code Association AMRV CCP Marseille

Code établissement : 20041 – Code guichet : 01008 – N° compte : 1006953D029 –clé 48

AMRV Crédit Agricole Draguignan

Demande de moratoire en matière d'élaboration des Plans de Prévention des Risques Incendie de Forêt (P.P.R.i.f.) dans le département du Var

Adoptée le jeudi 1^{er} mars 2007, au Cannet des Maures, par

L'Association des Communes Forestières du Var,

L'Association des Maires Ruraux du Var,

L'Association des Maires du Var.

Les signataires de cette saisine sont favorables à la mise en œuvre de moyens de prévention du risque incendie de forêt visant à limiter les conséquences des feux de forêt sur la sécurité des personnes et la protection des habitations.

Suite aux incendies de l'année 2003 dans le département du Var, l'État a choisi de mettre en œuvre des Plans de prévention du risque d'incendie de forêt (PPRif). Les massifs de l'Estérel, des Maures et du sud de la Sainte-Baume sont les premiers concernés. La phase d'élaboration qui dure depuis 3 ans pour les 17 communes concernées laisse planer le doute sur la capacité de l'État à mettre en œuvre ces mesures compte tenu de la lenteur que nous observons.

Au-delà du préjudice subi par le blocage des permis de construire dans ces communes durant cette phase, les expériences des uns et des autres soulèvent de nombreux problèmes. Dans l'avenir, 126 communes forestières du Var devraient y être confrontées.

Chapitre I - Une démarche non-concertée

L'élaboration d'un P.P.R. doit reposer sur une démarche de concertation et de dialogue.

L'établissement de la carte de l'aléa est contestable, car il est dirigé par les services de l'État qui sous-traite leur conception à l'O.N.F. pour les massifs de l'Estérel et de la Sainte Baume et au bureau d'études MTDA pour le Massif des Maures, à partir de critères et de règles définis par ces services eux-mêmes. Aucune concertation avec les communes n'a eu lieu à cette étape essentielle ; aucune donnée spécifique ne leur a été transmise.

Actuellement, les services de l'état travaillent en dehors de tout contact avec les Communes, les informent a posteriori, leur demandent des propositions nouvelles et un travail considérable. Ce dernier est contesté ou accepté sans justification.

Les communes souhaitent un partenariat dans l'instruction de leurs P.P.R.i.f avec les services de l'État. Elles demandent en effet que l'élaboration des PPRif repose sur une démarche de concertation, de transparence et de mise en commun des informations.

Chapitre II - Une expertise non reconnue

La cartographie des zonages des P.P.R.i.f. achevée ou en cours d'achèvement montre sur de nombreux secteurs des divergences conséquentes avec les « avis d'experts », parfois contradictoires sur la même commune.

Les Communes, les Intercommunalités et leurs partenaires techniques multiples et spécialisés ont l'autorité et la connaissance d'apporter leurs expertises sur ces territoires afin de définir les zones à risque de façon concertée.

Chapitre III – Prévention et protection

Le P.P.R.i.f. est un outil d'urbanisme qui ne prévoit ni ne prend en compte les mesures de protection contre l'incendie mises en œuvre dans les zones forestières elles-mêmes. Les Communes réalisent d'importants efforts dans leur mise en œuvre :

D'une part, elles se sont dotées de Plans Intercommunaux de Débroussaillage et d'Aménagement Forestier (PIDAF). Elles les actualisent régulièrement et surtout les entretiennent chaque année (débroussaillage mécanique, pâturage).

D'autre part, les propriétaires situés aux abords des forêts sont soumis par arrêté préfectoral à une obligation de débroussaillage autour de leur habitation. Les études ont prouvé son efficacité dans la protection des habitations. De plus, ces mesures de protection sont pérennes car en cas de défaut de travaux, ceux-ci doivent être réalisés par la Commune et sinon par l'État.

Enfin, d'autres travaux tels que des interfaces habitat/forêt débroussaillées ou des points d'eaux sont également réalisés.

Les Communes veulent que ces moyens de protection et de prévention soient pris en compte dans l'établissement des P.P.R.i.f., en particulier pour supprimer les zones rouges en zone habitée.

Chapitre IV – Préjudice moral et financier

Les biens détruits par un incendie de forêt deviennent inconstructibles en zone rouge. Aucune mesure de protection préventive n'y est admise afin de diminuer le risque et ainsi de permettre le reclassement de ces zones.

Cette position de principe pose le problème de la sécurité des habitants : si aucune mesure de protection n'est possible, faut-il laisser les habitants en danger ?

De plus, les biens fonciers sont immédiatement dépréciés par un classement en zone rouge. Dans un second temps, le cas de maison détruite par l'incendie laisse présager des drames humains.

Parce qu'elles estiment qu'il existe toujours des moyens techniques de les protéger, les Communes demandent donc que les zones actuellement construites (en particulier les zones NB) ne soient pas classées en zone rouge.

Pour ces raisons, nous demandons :

- **Un moratoire immédiat en matière d'élaboration des Plans de Prévention des Risques Incendie de Forêt (PPRif) du département du Var. Ce moratoire doit rester en vigueur jusqu'à une concertation avec les Communes sur l'élaboration globale des PPRif et la prise en compte de leurs revendications.**
- **La communication de tous les éléments de calcul ayant permis d'établir les cartes d'aléas (méthodes et données chiffrées pour chaque zone et pour chaque commune concernée).**

**Pour le Président de l'Association des Communes Forestières du Var,
Nello BROGLIO, Vice-président**

**le Président de l'Association des Maires Ruraux
Pierre-Yves COLLOMBAT**

**le Président de l'Association des Maires du Var
Alfred GAUTIER**

qu'une solution de bon sens serait trouvée, à bref délai : là où les moyens des centres de secours le permettent, confier aux pompiers, qui par ailleurs le souhaitent, les missions que les ambulanciers privés ne peuvent ou ne veulent manifestement pas assurer. La puissante et mystérieuse « *sous commission départementale des transports sanitaires* », gardienne des parts de marché, devait en être saisie.

On attendait un petit miracle. Il n'est pas venu. Pour les pouvoirs publics, il est toujours urgent d'attendre et les dysfonctionnements n'ont pas cessé. Dernier en date connu : le 17 février 2007, une octogénaire de Barjols a dû être amputée, cinq heures après l'appel au centre 15, faute de n'avoir pu être opérée à temps. Quelle idée aussi, à cet âge, de faire un accident vasculaire grave, à Barjols, un samedi après 18 heures !

Risques nucléaires, circulez, il n'y a rien à voir.

Risques incendies de forêts, évacuez ou à défaut, fortifiez vos communes.

Risques sanitaires, faites le 15 et croisez les doigts.

Voilà, en grossissant le trait juste ce qu'il faut pour être bien compris, comment l'administration tutélaire appréhende la prévention des risques dans le Var.

Ce n'est évidemment pas la manière de voir des élus ruraux.

Pour ce qui les concerne directement, ils observent que leurs administrés sont plus fréquemment exposés et plus gravement

aux risques d'accidents de santé que d'incendies de forêts. Pragmatiques, ils en déduisent qu'il faut se préoccuper de limiter les premiers avant de tenter d'éradiquer les seconds.

Constatant la surdité des pouvoirs publics, l'AMR 83, en accord avec les autres associations d'élus varoises, a demandé à tous les maires de se mobiliser avec leurs administrés :

- afin qu'un terme soit rapidement mis aux graves dysfonctionnements du transport sanitaire en zone rurale,
- afin qu'un moratoire de l'élaboration des PPRIF soit institué, tant qu'un accord sur la méthode à mettre en œuvre ne sera pas intervenu avec les communes.

On trouvera, en pages intérieures, le détail des propositions d'actions et des argumentaires.

Pour les Grecs anciens, la « prudence » était une vertu qui, selon Aristote, se confondait avec la sagesse politique. Aujourd'hui transformée en principe de « prévention » et de « précaution » elle pourrait bien être devenue l'une des formes de la déraison post-moderne, libérale et bureaucratique.

Pierre-Yves COLLOMBAT
Président de l'AMR83
1^{er} vice-Président de l'AMRF
Sénateur du Var

..... **P.P.R.I.F. DERNIÈRES NOUVELLES**

L'action engagée commence à porter ses fruits. Le Préfet du Var vient d'apporter les précisions suivantes:

- La concertation portera aussi sur la carte des aléas.
- Il n'y aura plus de recours systématique devant le Tribunal Administratif pour les permis de construire dans les zones à risques mais un examen au cas par cas avec déplacement de l'administration sur le terrain.
- La reconstruction en zone rouge ne sera plus systématiquement exclue mais soumise à l'avis de la Commission départementale des Incendies de Forêts.